

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION (R.P.C.)
- PROCEDURE ADAPTEE (article 28 du CMP) -

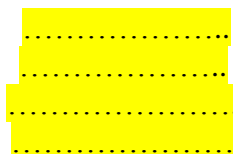
MAITRISE D'OUVRAGE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VEZERE-MONEDIERES-MILLESOURCES
15 avenue du général de Gaulle
19260 TREIGNAC-SUR-VEZERE
☎ : 05.55.73.45.92

MAITRISE D'ŒUVRE

BUREAU MANCIULESCU ACMH & ASSOCIES
architecte en chef des Monuments historiques
téléphone : 01 45 50 22 01
courriel : s.manciulescu@wanadoo.fr
courriel : s.manciulescu@gmail.com

COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ :



Objet de la consultation :

Corrèze – SOUDAIN-LAVINADIÈRE
Restauration et mise en valeur du site archéologique
et restauration du chœur de l'église
classé Monument historique par arrêté du 13 juin 2003

Commencement prévisionnel des travaux : mai 2017

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Maîtrise d'ouvrage

Maîtrise d'œuvre

Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées :

Communauté de communes de Vézère-Monédières-Millesources

Date limite de réception des offres :

Le : 6 juillet 2017 à 11 heures

ARTICLE :1 OBJET DU MARCHÉ :

Département : CORREZE

Localité : SOUDAIN-LAVINADIERE

Édifice : site archéologique et chœur de l'église

Travaux de : restauration et mise en valeur du site archéologique
restauration du chœur de l'église

ARTICLE :2 OBJET DE LA CONSULTATION

.....2.1. Description

Le présent appel d'offres concerne la restauration et mise en valeur du site archéologique et la restauration du chœur de l'église de Soudaine-Lavinadière, en Corrèze.

.....2.2. Répartition et fractionnement du marché

Marchés à lots séparés.

Une (1) tranche unique divisée en cinq (5) lots ci-dessous (*cf. article 3.1*).

.....2.3. Lieu d'exécution des travaux

Corrèze – Soudaine-Lavinadière – site archéologique et chœur de l'église

ARTICLE :3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

.....3.1. Décomposition en tranche et en lots

- restauration générale : **tranche unique**

LOT N°1 MAÇONNERIE - PIERRE DE TAILLE

LOT N°2 CHARPENTE, COUVERTURE METALLIQUE

LOT N°3 CHARPENTE, MENUISERIE BOIS

LOT N°4 DÉCOR PEINT

LOT N°5 FERRONNERIE

.....3.2. Nature des attributaires

Les marchés seront conclus :

- soit avec des entrepreneurs individuels
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires

Une même entreprise pourra répondre individuellement ou être associée à un ou plusieurs groupements, à condition qu'elle justifie un apport technique, humain ou matériel complémentaire ou, qu'elle soit la seule à disposer des capacités nécessaires aux besoins du marché

.....3.3. Compléments à apporter au C.C.T.P. et annexe

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

.....3.4. Compléments à apporter au C.C.A.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

.....3.5. Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

.....3.6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est établi conformément au calendrier prévisionnel.

A titre indicatif, le démarrage des travaux est prévu pour **septembre 2017**

Dans le cas où la disponibilité de l'entreprise se trouve décalée au-delà de **trois mois** par rapport au commencement prévisionnel indiqué en page 1 du présent RPC, le maître d'ouvrage pourra décider **d'éliminer l'offre**.

.....3.7. Modification de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

.....3.8. Garantie particulière pour matériaux d'un type nouveau

Sans objet

.....3.9. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité (SPS)

.....3.9.1. Plans d'hygiène et de sécurité

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 concernant la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les opérations de bâtiment et du génie civil. En conséquence, les entreprises seront tenues notamment de remettre au coordonnateur désigné par le maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité et de la santé dans les conditions prévues à l'article 7.03.02 du C.C.A.P.

ARTICLE :4 PROCÉDURE

.....4.1. Type de procédure

La présente consultation est lancée **en procédure adaptée**. Elle est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 Le représentant du pouvoir adjudicateur peut négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

.....4.2. Critères d'attribution

.....4.2.1. Evaluation des candidatures

Le candidat présentera les compétences, les moyens techniques, matériels et humains qu'il se propose de mettre en œuvre pour réaliser les travaux.

Concernant ses capacités techniques, l'entrepreneur devra pouvoir présenter pour le (ou les) marché(s) au(x)quel(s) il se porte candidat, les certificats suivants :

lot n°1 - maçonnerie - pierre de taille	Qualibat - 1413 <i>échafaudages fixes (technicité supérieure)</i> - 1443 <i>étais (technicité supérieure)</i> - 2192 <i>restauration maçonnerie des monuments historiques</i> - 2194 <i>restauration pierre de taille et maçonnerie des monuments historiques</i>
lot n°2 – charpente, couverture métallique	Qualibat - 3153 <i>couverture en métaux (technicité supérieure)</i> - 2413 <i>constructions et structures métalliques (technicité supérieure)</i>
lot n°3 - charpente menuiserie bois	Qualibat - 2393 <i>restauration de charpente des monuments historiques</i> - 4393 <i>restauration des menuiseries des monuments historiques</i>
lot n°4 - décor peint	La capacité technique du candidat sera jugée selon les travaux à réaliser et par rapport à son dossier de références.
lot n°5 - ferronnerie	Qualibat - 4493 <i>ferronnerie d'art</i>

En l'absence des certificats demandés ci-dessus, le candidat peut présenter :

- tout autre certificat attestant des qualifications de l'entreprise ou du personnel chargé de réaliser les travaux ainsi que des attestations (3 au minimum) de maître d'œuvre ou de maître d'ouvrage qualifiés, de moins de trois ans,
- et/ou des références sous forme de dossiers techniques spécifiques sur des réalisations similaires de moins de cinq ans pouvant attester d'un degré de compétence équivalent à la présente opération.

Concernant la masse financière des travaux, il sera jugé sur son chiffre d'affaires des trois années précédentes soit au minimum :

800 000 € par année pour le lot 1

130 000 € par année pour le lot 2

250 000 € par année pour le lot 3

100 000 € par année pour le lot 4

120 000 € par année pour le lot 5

et les montants pour lesquels il est assuré avec un minimum de 1 000 000 € par intervention

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1,ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Une déclaration du candidat indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des travaux ainsi que des personnels techniques et d'encadrement, leurs qualifications et diplômes ou des organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution du chantier.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

En cas de groupement, ces documents sont à fournir pour chacun des membres du groupement.

En cas de sous-traitants, ces documents sont à fournir pour les sous-(traitants déclarés avec l'offre.

.....4.2.2. Critères de sélection des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse, jugée dans les conditions prévues aux articles 57 à 64 du décret n° n° 2016-360 du 25 mars 2016, sera appréciée en fonction des critères ci-dessous :

1° : la valeur technique de l'offre pour 60%

Mémoire technique à fournir impérativement suivant cadre-type en annexe

Contenu du mémoire technique :

Le mémoire devra traiter essentiellement de (ou des) spécificité (s) au-delà des pratiques courantes.

Nombre de pages maximum : **10 PAGES Y COMPRIS PAGE DE GARDE**

En cas de dépassement du nombre de pages, la note sera diminuée d'un point par page au-delà de la 10^{ème} page.

Chaque chapitre sera noté entre les limites suivantes, l'ensemble étant sur 20 :

- note 0 à une réponse inadaptée (ou sans réponse)
- note maximum à une réponse très satisfaisante (nombre de points figurant dans le cadre-type du mémoire technique)

2° : le prix des prestations pour 40%

- pour permettre l'application des pondérations ci-dessus, la notation est calculée sur 20
- pour ce qui est du prix, la note 20 est attribuée à l'offre la moins-disante. Les autres offres étant notées proportionnellement.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées dans l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du bordereau de prix, d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur est sur le point d'être retenu, il sera invité à confirmer son offre. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils

doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

.....4.3. Renseignements d'ordre administratif

.....4.3.1. Conditions d'obtention des documents contractuels et documents additionnels :

Le dossier de consultation sera envoyé **gratuitement** aux entrepreneurs en faisant la demande. Le dossier pourra être téléchargé sur le site www.centreofficielles.com

.....4.3.2. Date limite de réception des offres :

Date indiquée en page n°1

.....4.3.3. Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation :

Les offres des candidats seront rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

.....4.3.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE :5 DOSSIER DE CONSULTATION

.....5.1. Contenu du dossier de la consultation

Il est constitué des pièces suivantes :

- règlement particulier de la consultation (R.P.C.)
- acte d'engagement (A.E.)
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- calendrier prévisionnel
- rapport de présentation
- plan général de coordination sécurité santé (P.G.C.S.P.S.)
- diagnostics plomb - amiante
- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- cadre de bordereau de prix unitaires
- avant-métré
- documents graphiques

ARTICLE :6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

.....6.1. Modalités de remise des offres

Les offres sur support papier, seront adressées **sous pli recommandé avec accusé de réception, à la communauté de communes de Vézère-Monédières-Millesources, sous enveloppe cachetée**

ou,

remises contre récépissé à la communauté de communes de Vézère-Monédières-Millesources aux horaires suivants :

du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00

- L'enveloppe sera adressée à :

Monsieur le Président

Communauté de communes de Vézère-Monédière-Millesources

15 avenue du général de Gaulle
19260 Treignac
et, devra porter la mention :

**« SOUDAIN-LAVINADIÈRE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DU SITE
ARCHÉOLOGIQUE ET RESTAURATION DU CHŒUR DE L'ÉGLISE »
LOT N° « X » – ENTREPRISE « Y » - NE PAS OUVRIR »**

- L'enveloppe contiendra le projet de marché, tel que défini au C.C.A.P.
- L'envoi d'une offre sur un support physique électronique sera accepté.

Les offres devront être remises avant la **date et l'heure indiquées en page n°1** du présent document ou, si elles sont envoyées par la poste, parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites, l'avis de réception postal de l'envoi en recommandé, faisant foi. Les dossiers qui seraient remis ou, dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ou non conforme aux prescriptions du présent règlement, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

.....6.2. Contenu de l'offre

Le projet de marché remis sur support papier, comprendra **les pièces suivantes dûment datées et signées :**

- **Un acte d'engagement (A.E.)**
à dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (annexe 2 du cadre d'engagement en cas de sous-traitance).
Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer à l'avance forfaitaire prévue à l'article 5.02. du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 2 de l'acte d'engagement.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** à accepter et signer.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** du lot concerné à accepter et signer.
- **Le cadre de bordereau de prix unitaires** à compléter, dater et signer.
- **Le plan général de coordination** à accepter et signer.
- **Les documents graphiques** à accepter et signer la liste de plans.
- **Un calendrier prévisionnel** à dater et signer.
- **Un mémoire technique (obligatoire) :** à dater et signer
Détails complémentaires en annexe : « cadre type du mémoire technique »

.....6.3. Dématérialisation

Le site utilisé pour la dématérialisation est le site www.centreofficielles.com

Les documents du marché listés au présent règlement peuvent être transmis par voie électronique par l'intermédiaire du site ci-dessus.

En cas d'attribution d'un marché, il sera demandé au prestataire de transmettre son offre sur « papier » par voie postale, signée en original.

ARTICLE :7 COPIE DE SAUVEGARDE

En application des articles 38 à 42 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde sur papier ou sur support informatique.

Les copies de sauvegarde seront adressées sous pli recommandé avec accusé de réception, à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VEZERE-MONEDIERE-MILLESOURCES, sous enveloppe cachetée ou, remises contre récépissé au secrétariat de la conservation régionale des monuments historiques avant la date et l'heure limite indiquées en page 1 :

- L'enveloppe sera adressée :
Monsieur le Président
Communauté de communes de Vézère-Monédière-Millesources
15 avenue du général de Gaulle
19260 Treignac
et devra porter la mention :

**« SOUDAIN-LAVINADIÈRE : RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DU SITE
ARCHEOLOGIQUE ET RESTAURATION DU CHŒUR DE L'ÉGLISE »
LOT N° « X » – ENTREPRISE « Y » - NE PAS OUVRIR »**

Les copies de sauvegarde seront ouvertes dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

ARTICLE :8 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

.....8.1. Renseignements administratifs

Pour obtenir tous les renseignements administratifs complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Communauté de communes de Vézère-Monédière-Millesources
15 avenue du général de Gaulle
19260 Treignac

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant reçu le dossier de consultation.

.....8.2. Renseignements techniques

Les renseignements techniques quant au contenu ou manquements du cahier des charges peuvent être recueillis auprès des maîtres d'œuvre ci-après :

BUREAU MANCIULESCU ACMH & ASSOCIES
architecte en chef des Monuments historiques
tél. : 01.45.50.22.01
courriel : s.manciulescu@wanadoo.fr
courriel : s.manciulescu@gmail.com

CABINET DUBOIS
économiste de la construction
tél. : 05 49 52 80 52
courriel :
sarlcabinetdubois.economistes@orange.fr

Approuvé à Treignac,

Le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE AU REGLEMENT DE CONSULTATION CADRE TYPE DU MEMOIRE TECHNIQUE

TOTAL SUR 20 POINTS

5 CHAPITRES :

1/ EFFECTIF, QUALIFICATION DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER

Nombre prévisionnel d'agents salariés de l'entreprise sur le chantier. Niveau de qualification, années d'expérience et références du personnel et notamment du conducteur de travaux et du chef de chantier. (CV souhaités)

En cas de sous-traitance envisagée, l'entreprise indiquera ses sous-traitants éventuels, l'objet de la sous-traitance, le nombre d'agents et leur niveau de qualification (CV souhaités)

(note maximum : 4 points)

2/ PROVENANCE DES MATERIAUX SPECIFIQUES AU CHANTIER ET REFERENCES DES FOURNISSEURS – AUTRES QUE CEUX TRÈS COURANTS

Références des principaux produits ou matériaux utilisés

Références des principaux fournisseurs.

(note maximum : 4 points)

3/ MODE OPÉRATOIRE, PROCEDES D'EXECUTION ET MOYENS DE MISE EN ŒUVRE, AUTRES QUE CEUX TRÈS COURANTS

Installations de chantier spécifiques au lot

base vie, conditions d'approvisionnement, de stockage, d'exécution.

Procédés de mise en œuvre des matériaux et matériels spécifiques au chantier.

(note maximum : 4 points)

4/ CONNAISSANCE DES LIEUX

Certificat de visite établi par le maître d'ouvrage et notes ou minutes ou photos spécifiques effectuées in situ, visant les aspects essentiels de l'opération. ***(note maximum : 4 points)***

5/ ARGUMENTAIRE LIBRE

Il est laissé au choix de l'entreprise d'aborder d'autres questions de fond du futur chantier.

L'architecte pourra noter dans ce chapitre les éléments techniques autres que ceux énoncés explicitement dans les chapitres 1 à 4.

(note maximum : 4 points)

AVERTISSEMENT :

Les mesures, les moyens et le personnel proposés par l'entreprise représentent un engagement de fond initial et devront être scrupuleusement respectés lors de l'exécution du chantier.

A l'ouverture du chantier, l'entreprise précisera les moyens d'intervention définitifs et la composition définitive de l'équipe (nom, qualification, expérience, salarié ou sous-traitant)

Une comparaison sera effectuée avec le mémoire technique fourni à l'appel d'offres. En cas de discordance, l'entreprise sera appelée à rectifier sa proposition.

Pendant les travaux, le maître d'œuvre contrôlera régulièrement le respect de cet engagement initial.